

Rapport d'activité 2014-2017

SGEN-CFDT de Basse-Normandie

Congrès de Saint-Lô

Contexte général

La période 2014 – 2017 a été marquée pour l'essentiel (3 ans et 5 mois) par l'action de gouvernements qui ont continué à appliquer une politique en grande partie inspirée par les revendications de la CFDT. Celle-ci a pu à plusieurs reprises influencer sur l'action gouvernementale (accord compétitivité et sécurisation de l'emploi, loi El-Khomri, PPCR par exemple).

Cette même période a vu la montée de fortes contestations de la politique gouvernementale, de la part de la droite et de l'extrême-droite, ce qui est logique, mais aussi de la gauche radicale, y-compris largement au sein du Parti socialiste.

Si à un moment on a pu craindre l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, c'est en fait un nouveau venu en politique, Emmanuel Macron qui, sans parti organisé et avec un programme en général proche de celui qu'il a remplacé, a remporté les élections.

Si la CFDT n'a soutenu aucun candidat, elle a toutefois clairement appelé à voter, puis à voter contre le Front national, en cohérence avec ses prises de position depuis plusieurs décennies.

Le programme du nouveau pouvoir est nettement plus flou que ce que nous avons connu précédemment. Fait de diverses promesses, il est difficile d'en comprendre la cohérence et force est de constater que la CFDT ne s'y retrouve pas particulièrement.

Cette évolution se retrouve dans le domaine de l'Education. Après 3 ans de mesures qui allaient dans le bon sens même si elles n'étaient pas toujours parfaites, le nouveau ministre Jean-Michel Blanquer semble aller à rebours. Le candidat Macron n'ayant pas de politique bien définie en matière d'Education, c'est son ministre qui l'établit. Et il s'agit plutôt d'un retour vers les années Sarkozy même si les choses sont sans doute plus compliquées.

La fonction publique a connu elle aussi de profondes réformes dans les statuts (le PPCR en particulier). L'Education a enfin vu s'arrêter l'hémorragie de ses postes, ce dont a bénéficié l'académie alors que le nombre d'élèves chutait fortement. Le pouvoir actuel semble de nouveau privilégier la baisse des dépenses et voir dans la fonction publique une source surtout d'économies. Ainsi, les postes du Second degré seront fortement impactés l'année prochaine dans nos trois départements. Et un certain nombre de mesures du PPCR sont reportées, même si pour l'instant l'essentiel semble préservé.

Dans ce contexte, le SGEN de Basse-Normandie a apporté un soutien mesuré à la politique des gouvernements Ayraut, Valls et Cazeneuve. Par exemple la réforme des rythmes scolaires puis celle du collège ont rencontré de fortes résistances de la part des collègues. Le SGEN BN était dans une situation compliquée, soutenant sur le fond ces mesures, mais critiquant une mise en application peu réaliste pour la première, attendant de voir venir si les promesses seraient respectées pour la seconde. Ce furent des heures parfois difficiles pour les militants. Il faut malheureusement admettre que la possibilité offerte d'un retour en arrière sur ces deux dossiers par Jean-Michel Blanquer a été largement saisie par les collègues et/ou les municipalités. En sous-entendant que suivre la réforme ou non était équivalent, le ministre a renvoyé les personnels et les parents à des choix personnels, les municipalités à des choix financiers..

Une organisation en bonne santé

Les élections de 2014 ont été plutôt positives pour le SGEN Basse-Normandie. Si nous perdons quelques dixièmes de pourcentage au comité technique académique (14,35 en 2011 contre 14,02 en 2014), nous progressons en nombre de voix. Surtout, nous résistons mieux que la plupart des autres SGEN académiques et que la fédération et nous conservons nos deux sièges. Cependant, malgré de beaux succès (un siège gagné chez les PE du Calvados, maintien de la première place chez les PE

de la Manche, gain de 2 sièges chez les COP/DCIO), nous perdons un siège chez les agrégés et notre unique siège au comité technique de l'Orne, nous préservons notre siège chez les PLP à une voix près et nous perdons notre dernier siège chez les personnels administratifs.

Le renouveau militant a été efficace. Le passage de témoin (départ à la retraite de Patrick Lainé) a été réussi dans la Manche. Les militants du premier degré du Calvados sont passés de deux à quatre. Dans le supérieur, une réelle dynamique militante est enclenchée. Globalement, nous sommes passés de 10 militants déchargés en 2013-2014 pour l'ensemble du syndicat à 14 en 2017-2018. Avec 3 départs, ce sont 7 nouveaux militants intégrés.

Les adhésions sont en progression. 5718 cotisations mensuelles en 2013, 6092 en 2017, ce qui montre une augmentation de 6,5%. Un gros effort a été fait en particulier sur les nouveaux entrants (ESPE) avec le soutien de la fédération SGEN : permanences régulières, envoi de mails régulier et organisation de réunions d'information sur les mutations. L'année dernière, cela s'est traduit par 42 adhésions.

Une prise de contact directe avec les nouveaux adhérents s'est développée (mail de bienvenue, prise de rendez-vous).

Des stages syndicaux ont été proposés qui en général ont été bien suivis : stages sur la carrière, stages directeurs d'école.

Des visites d'écoles ont été développées, en particulier à destination des néo-titulaires.

Les rendez-vous pour les mutations ont été réservés aux adhérents dans le Second degré à cause du grand nombre de demandes.

Enfin, le SGEN BN est joignable par mail et par téléphone tous les jours, grâce aux renvois d'appels organisés entre les militants.

Bien évidemment, les envois de mails réguliers (« Dans le cartable des adhérents », « clics) ont continué. Par contre la revue papier du SGEN Basse-Normandie (« Changer l'Ecole »), a été abandonnée. Elle demandait beaucoup de travail (conception, mise sous plis) et le choix a été fait d'utiliser ce temps pour d'autres activités.

Des relations intersyndicales qui se sont tendues

Si la période Sarkozy avait de fait obligé à des actions communes associées à de larges intersyndicales, les décisions de l'ère Hollande ont ravivé une opposition frontale entre deux conceptions de l'Ecole et du syndicalisme. Le SGEN Basse-Normandie s'est ainsi retrouvé avec l'UNSA à défendre nombre de mesures du gouvernement et du rectorat, alors que d'autres organisations, comme SUD, la CGT, FO et le SNALC ont constamment critiqué toutes les décisions, les deux premières en utilisant des arguments traditionnels de la gauche radicale (« les socialistes trahissent les classes populaires et pactisent avec le capitalisme ; une seule réponse : la révolution »), les deux dernières en insistant sur tous les problèmes réels ou fantasmés issus des réformes. Si les seconds ont profité de ce positionnement lors des élections professionnelles, SUD et CGT ont par contre perdu des voix au niveau national, mais pas au niveau académique.

La FSU (SNES, SNUipp, SNEP, SNuEP, SNASUB ...) a d'abord plutôt été du côté du soutien au gouvernement, malgré un discours très critique au quotidien, en soutenant dans un premier temps la réforme des rythmes du premier degré puis la réécriture des décrets 1950 dans le second degré. Ses mauvais résultats aux élections de 2014 l'ont cependant poussée à une opposition frontale sur la réforme du collège. Pourtant, elle a soutenu le PPCR et la politique actuelle de Jean-Michel Blanquer, objectivement proche de ce qu'elle demande, l'empêche de jouer le rôle de « premier opposant » malgré un engagement important de nombre de ses militants auprès de la France insoumise.

Si les représentants du SGEN sont respectés au sein des instances et des groupes de travail, où sont reconnus leur sérieux et leur connaissance des dossiers, les rapports se sont tendus avec SUD et la

CGT, dont les discours sont marqués par un repli idéologique et un refus de la discussion. Cela a amené des critiques fortes contre le SGEN-CFDT, voire des agressions verbales de certains militants extrémistes de la CGT ou de SUD, certains mettant en avant leur « haine » de notre organisation. Des tensions apparaissent aussi récemment avec la FSU dont certains militants ont tendance à s'aligner sur les pratiques de la France insoumise et pour qui la CFDT est une cible toute trouvée. Les relations sont plus fluctuantes avec FO et le SNALC.

Les relations avec l'UNSA sont par contre bonnes et posent la question d'un rapprochement des deux organisations qui, sur le fond, n'ont que peu de divergences.

Un rapprochement voulu avec le SGEN Haute-Normandie

La création de la région Normandie amène la tentation forte de fusionner les deux académies de Caen et de Rouen. Si cela ne semble pas scandaleux d'avoir une académie à 5 départements, les conséquences pour les personnels concernés (en particulier au rectorat ou pour les concours des PE par exemple) semblent lourdes comparées aux quelques bénéfices avancés par le recteur.

Cependant, la possibilité existe qu'une fusion se fasse et les deux SGEN normands ont décidé de prendre les devants. Plusieurs réunions d'exécutifs ont eu lieu, une liste de diffusion commune a été mise en place, et un candidat commun aux deux SGEN a été élu au conseil de l'Union régionale CFDT Normandie créée en novembre (CIR). Les deux secrétaires généraux, Olivier Buon et Sylvain Berthaud sont régulièrement en contact. Les rapports sont bons et faciles. Le travail a été efficace lors de la création d'une DAFPIC commune à Caen et à Rouen. Les discussions actuelles sur le dossier de la « fusion des recteurs » permettent un travail commun approfondi.

Une relation finalement apaisée avec la fédération SGEN

Des tensions ont eu lieu en début de mandat avec la fédération des SGEN à Paris. La politique volontariste de celle-ci a heurté nos pratiques locales, en particulier lors des élections professionnelles. Les résultats ont montré que nous avons eu raison de rester sur les rails que nous avons tracés mais ensuite chacun a fait du chemin pour travailler en bonne intelligence. Le développement vers les stagiaires ESPE a reçu un large et efficace soutien de la fédération. Les bons résultats sur les COP/DCIO sont le fruit d'un travail très étroit avec la fédération aussi. Il est accepté aujourd'hui de porter un discours critique, en particulier dans la nouvelle instance nommée « conseil national » qui regroupe les secrétaires généraux de syndicats. Ces derniers n'étaient pas entendus jusque-là dans une instance spécifique.

Les actions locales

Pour terminer, un inventaire à la Prévert des actions qui ont pu marquer les réussites de notre organisation.

Carrière, suivi individuel des personnels

C'est le gros du travail syndical, peu visible mais essentiel. Ce sont ainsi environ 200 collègues par an qui sont suivis pour les changements d'échelon, la hors-classe ou les mutations dans le Second degré. La refonte des décrets 1950, les modifications sur le statut des PE et le PPCR ont amené de nombreux changements toujours en cours et complexes. La fédération a fait un gros travail pour éditer des documents utilisables localement, en particulier sur son site SGEN+. Cependant les départements et les académies ont chacun leurs pratiques et il a fallu s'investir dans des groupes de travail pour établir le fonctionnement local. Tâche qui continue en ce moment.

Notre présence dans de nombreuses CAP et notre réputation d'efficacité sur les dossiers difficiles nous amènent de nombreux cas. Le temps de travail sur ces dossiers est important et a tendance à s'accroître.

Développement sur l'ESPE

Un gros travail de suivi et de syndicalisation des stagiaires ESPE du premier comme du second degré, est lancé depuis trois ans. Des moyens importants en décharge, du SGEN BN comme de la fédération, y sont consacrés. Ce développement est efficace mais demande à être renouvelé tous les

ans car évidemment, le public change !

Des relations avec l'administration développées.

C'était un des objectifs des résolutions du dernier congrès. Le SGEN-CFDT a établi un mode de travail décomplexé avec l'administration. Les discussions sont franches et directes avec les responsables des différents services et se font en confiance, même si chacun reste dans son rôle. Cette évolution a été facilitée par le fait que les points de frictions se sont réduits par rapport aux ères Chirac et Sarkozy, la politique du gouvernement étant nettement plus proche de nos attentes. La façon dont le SGEN a géré la crise née du comportement du recteur Cabourdin a aussi montré aux personnels du rectorat notre capacité à être efficace dans la recherche d'une solution.

Un action réussie sur la DAFPIC

La création d'une DAFPIC (Direction académique pour la formation professionnelle, initiale et continue) commune à la rentrée 2016 s'est faite sous la surveillance du SGEN, Haute et Basse Normandie. Seul syndicat réellement présent sur les deux sites de Rouen et de Caen, nous avons interpellé le recteur et obtenu des garanties, respectées ensuite, sur le processus.

Une action réussie sur la carte des CIO.

Face à la menace d'une suppression brutale du CIO de Flers et de celui d'Avranches, l'action du SGEN BN a permis un report du projet, l'établissement d'un groupe de travail dont les conclusions ont été votées en Comité technique académique. Cela a permis que l'application du plan gouvernemental de suppression de CIO se fasse « en douceur », que le service public d'orientation continue à se faire sur tout le territoire bas-normand et qu'aucun personnel ne se retrouve en difficulté.

Enfin deux grandes enquêtes auprès des collègues ont été menées, une sur la fatigue au travail (1400 réponses) et une autre sur la qualité de vie au travail.

Le SGEN Basse-Normandie est donc en bonne santé et en ordre de marche pour les prochaines élections. C'est le résultat en grande partie d'une forte implication des militants, en temps comme auprès des collègues.

Il sera nécessaire maintenant de plus faire participer à cette vie militante les adhérents, que ce soit sur leur lieu de travail comme dans les instances du SGEN Basse-Normandie.